

Pour une fois de plus, en date du 11 décembre 2015, les habitants de la capitale du Burundi, Bujumbura et d'autres localités de l'intérieur du pays qui ont manifesté leur désapprobation face au troisième mandat de la discorde ont connu une nuit cauchemardesque marquée par l'attaque sur des camps militaires par des groupes armés non identifiés et des affrontements d'une violence inouïe qui ont suivi toute la journée.

Les organisations de la société civile réitèrent leur condamnation traditionnelle au recours à la violence par quelque partie qu'elle soit et pour quelque motif qu'il soit et estime que la seule solution pour la crise que connaît le Burundi est le dialogue inclusif et véritable.

Les organisations de la société civile condamnent la stratégie adoptée par le régime répressif de Nkurunziza qui consiste à profiter des situations floues pour commettre des crimes innommables. Alors que le porte-parole de l'armée, le Colonel Gaspard Baratuza avait annoncé que la situation était maîtrisée à la mi-journée avec un bilan de 12 assaillants tués et 21 capturés et 05 militaires blessés, plusieurs quartiers de Bujumbura qualifiés de contestataires par le pouvoir ont connu des attaques systématiques menées la nuit par des éléments des corps de défense et de sécurité qui visaient des jeunes gens terrés dans leurs maisons qui y ont été extraits de force avant d'être lâchement exécutés et exposés dans les rues ou jetés dans les rivières ou fosses communes. A l'heure actuelle, le nombre de paisibles citoyens sauvagement assassinés voire mutilés n'est pas exhaustivement connu mais un bilan de plus de 215 victimes est actuellement avancé par des observateurs se trouvant sur terrain.

Il ressort de ce qui précède que l'attaque sur les camps militaires du 11 décembre 2015 a servi d'alibi au régime de Nkurunziza pour accélérer la commission des crimes contre l'humanité commencé le 26 avril 2015 à l'endroit du groupe clairement identifiés comme personnes opposées au troisième mandat. Ces crimes horribles commis sur des populations civiles témoignent à suffisance de la volonté de Nkurunziza de régner sur les décombres dans un contexte de silence absolu, dès lors que depuis sept mois tous les médias indépendants ont été réduits au silence et que depuis trois semaines, le gouvernement a suspendus les activités des principales organisations travaillant sur les questions des droits humains, des libertés et de la gouvernance. Cette démarche confirme la volonté du régime de Nkurunziza de réaliser à huis clos le plan de génocide politico ethnique dénoncé depuis janvier 2014 par plusieurs acteurs socio-politique y compris ses les anciens proches collaborateurs.

Il sied de rappeler qu'en 2011, le régime de Nkurunziza avait organisé le plan *Safisha* qui consistait au nettoyage politique en visant principalement les membres des *FNL*. Aujourd'hui, il réédite ses plans en organisant l'opération *Kamwe Kamwe* (L'Un après l'autre) aux fins de « pulvériser » le pays et l'armée burundaise comme tel a été annoncé notamment par Révérien Ndikuriyo, Gaston Sindimwo et Alain Guillaume Bunyoni en novembre 2015, des déclarations qui avaient alertées le monde entier sur l'existence d'un plan de génocide.

Pendant ce temps, l'armée nationale dont l'intégration avait relativement réussie assiste impuissamment à sa destruction et se révèle incapable d'intervenir auprès des populations en détresse tandis que certains de ses éléments sont auteurs ou complices de ces atrocités.

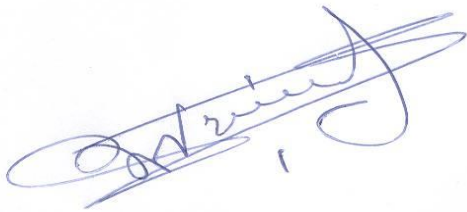
**Face à cette alarmante situation ;**

***Les organisations de la société civile :***

1. Condamnent avec la dernière énergie la commission des crimes contre l'humanité et le génocide politico ethnique commis par les corps de défense et de sécurité en association avec les miliciens *Imbonerakure* ;
2. Demandent à la population burundaise de rester sereine et unie ; et de résister au programme du régime de Nkurunziza ayant pour objet le réveil des instincts de division ethnique dont il a érigé comme cheval de bataille depuis la contestation du troisième mandat ;
3. Demandent à l'armée burundaise d'assumer pleinement son rôle de protecteur des citoyens et du pays en résistant à l'initiative de sa désintégration entreprise par Pierre Nkurunziza ;
4. Demandent à l'armée de prendre ses responsabilités pour arrêter immédiatement les crimes contre l'humanité et le génocide politico ethnique manifestement en cours ;
5. Demandent à la médiation dans la crise burundaise d'appeler sans délai les parties prenantes dans le conflit burundais pour trouver une solution rapide et négocié dudit conflit et ainsi préserver d'autres vies humaines actuellement menacées ;
6. Demandent avec insistance à la communauté internationale d'intervenir pour protéger les populations civiles comme tel a déjà été envisagé par l'Union africaine et le Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
7. Demandent avec la plus grande insistance au Procureur de la Cour pénale Internationale d'initier en toute urgence une enquête sur les crimes internationaux commis au Burundi.

Fait à Bujumbura le 12/12/2015

Pour la Campagne Halte au troisième mandat



Vital Nshimirimana,

Délégué Général de FORSC